

Samir AMIN

## A LA LUMIERE D'ANDRE GUNDER FRANK

(In the light of Andre Gunder Frank)

André Gunder Frank et la regrettée Marta Fuentes comptent parmi les amis les plus chers à mon cœur et à ma raison, depuis le jour où j'ai fait leur connaissance, il y a quarante ans. Je connaissais déjà les écrits antérieurs de A. G. Frank et par la suite je suis resté dans un dialogue continu avec lui. Pour moi il ne fait pas de doute que A. G. Frank est un pionnier de ce qui s'est appelé par la suite « l'école de la dépendance »

A ce titre A. G. Frank mérite la plus grande considération de tous les penseurs progressistes de notre époque, quelque soit l'opinion qu'ils ont pu avoir, ou qu'ils ont aujourd'hui des thèses que A. G. Frank a développées dans le passé et de ses autocritiques ultérieures, quelle que soit la lecture qu'on fasse aujourd'hui de l'évolution de la pensée progressiste au cours de demi siècle de l'après guerre. De surcroît ma considération est celle, fraternelle, d'un camarade de combat, mû par les mêmes objectifs de libération des peuples.

J'ai moi-même, comme A. G. Frank, beaucoup écrit et proposé également une relecture – la mienne – de ce que ce demi siècle, (1945-1994), désormais révolu, a été, et de la manière par laquelle son déroulement a été perçu par moi-même et par les autres camarades engagés dans le même combat. Je renvoie ici à mon *Itinéraire Intellectuel* (Harmattan, 1993), et à mes deux articles *The Ancient World Systems versus the Modern Capitalist System* (Review, N° 3, 1991) et *Capitalisme et Système monde* (Sociologie et Sociétés, N° 2, 1992).

Le lecteur de ces écrits et de la présentation que A. G. Frank fait de l'évolution de sa pensée découvrira sans doute lui même nos points de convergence et de divergence, passés et présents. Je voudrais donc saisir l'occasion pour attirer l'attention sur ces convergences et divergences telles que je les vois.

1. A. G. Frank a formulé la « dépendance » pour la première fois à Mexico en 1962 (*The Janus face of inequality*), puis l'a approfondie et développée systématiquement par la suite. Il est bon de savoir que A. G. Frank militant est aussi un universitaire, qu'il avait été un étudiant brillant, critique précoce de la théorie/idéologie dite du développement offerte par l'establishment américain, dans ses formulations tant économiques qu'anthropologiques. A. G. Frank est toujours resté préoccupé par la réfutation de ce discours dominant. Il est bon de savoir également que Frank s'est déployé sur le terrain de l'Amérique latine, en tant que penseur et militant. D'autres, comme moi-même, ont parcouru des cheminements différents, venus directement de la formation marxiste et opérant dans le cadre politique, historique et culturel de l'Asie et de l'Afrique, lui aussi passablement différent.

La thèse de la dépendance, comme toutes les grandes (et bonnes) thèses, se résume en une phrase : le « sous développement » moderne n'est pas un « retard historique », le produit d'un développement capitaliste tardif et insuffisant, mais est le produit même de l'expansion capitaliste mondiale, polarisante par nature. Pour moi cette thèse, qui reste fondamentalement

correcte, a toujours été, depuis ma dissertation doctorale (1957), une évidence. De ce fait je ne me suis pas véritablement centré sur la critique inlassable du discours bourgeois – de l'économie du développement ou de l'anthropologie culturelle – mais ai porté mes efforts sur l'analyse des mécanismes qui engendrent cette polarisation dans l'expansion capitaliste mondiale. Dans ce cadre beaucoup des travaux développés par l'approche « dépendantiste » ou par celle de « l'économie-monde » m'ont apporté des lumières importantes. Ma propre progression dans mon effort d'analyse de la polarisation capitaliste mondiale leur doit beaucoup.

Je ne suis certainement pas le seul à avoir toujours pensé que le capitalisme est polarisant par nature dans son expansion mondiale. La formation marxiste comme les conditions de la lutte pour la libération en Asie et en Afrique conduisaient un grand nombre de camarades naturellement je dirai à cette conclusion. Cela ne signifie pas, évidemment, que toutes les thèses proposées au nom du marxisme par des théoriciens ou des partis s'en revendiquant aient adopté ce point de vue. Loin de là. Que, cependant, le marxisme ait produit l'outillage conceptuel permettant d'y parvenir, cela ne fait pas de doute pour moi. Ni d'ailleurs pour beaucoup d'autres, puisque les courants dits « de la dépendance » ou de « l'économie/monde » sont classés sous la rubrique du « néo-marxisme » (par opposition implicite au marxisme dominant vulgarisé par les soviétiques).

Le fait que l'approche « dépendantiste » ait été développée en Amérique latine portait en lui même ses propres spécificités et limites. Par opposition à l'Asie et à l'Afrique, encore soumises au statut colonial en 1945, l'Amérique latine se vivait comme constituée d'Etats indépendants, aussi « anciens » (ou « nouveaux ») que les Etats Unis eux mêmes, ou presque. De culture européenne, leurs élites étaient naturellement disposées à voir dans l'Europe – relayée par les Etats Unis – le modèle de ce qu'ils auraient voulu que soient leurs nations, et, de ce fait, ouvertes aux théories bourgeoises attribuant leur échec au féodalisme ibérique. Ici donc, en Amérique latine, l'affirmation que le sous développement était le produit de l'expansion capitaliste représentait une rupture. Mais elle ne l'était pas en Asie et en Afrique, de culture non européenne et de statut colonial. La tendance naturelle était ici au contraire d'attribuer tous les maux de la société, entre autre son sous développement, à la colonisation, qu'on l'associe étroitement au capitalisme (dans la gauche) ou pas (dans la droite revendiquant elle aussi l'indépendance, mais pour retrouver la gloire d'antan, réelle ou imaginaire). Toute le monde était ici dépendantiste sans nécessairement le proclamer.

Le véritable débat au sein du marxisme se situait ailleurs. La IIIe Internationale avait adopté la thèse léniniste de l'impérialisme, tenu responsable du sous développement. Mais l'impérialisme, selon cette thèse, s'était constitué à un stade tardif du développement capitaliste. La thèse ne disait donc rien concernant le façonnement éventuel des périphéries coloniales aux stades antérieurs. Par ailleurs l'accent ayant été placé, dans l'analyse de l'impérialisme, sur les transformations affectant les centres du système (les monopoles), les questions relatives à la nature des formations sociales de la périphérie moderne restaient ouvertes. Etaient-elles « pré-capitalistes » dans leur nature principale ? Et alors comment fonctionnait leur soumission au capitalisme du stade impérialiste ? Avaient-elles été suffisamment transformées pour mériter d'être qualifiées directement de capitalistes ? Les réponses à cette question dépendaient les choix stratégiques des PC. La libération nationale devait-elle s'assigner l'objectif exclusif de faire une révolution bourgeoise, anti-féodale, affirmant par là même que la bourgeoisie nationale avait encore un rôle historique à remplir et qu'une étape capitaliste libérée des « vestiges féodaux » s'imposait avant que ne mûrissent les conditions d'une révolution socialiste ? Cette réponse avait été éliminée en Asie et en Afrique

bien avant que ne se constitue la théorie de la dépendance. La stratégie de la « révolution ininterrompue par étapes », popularisée par l'ouvrage de Mao diffusé dès 1950, impliquait que dans les formations du capitalisme périphérique la bourgeoisie - subalternisée - ne pouvait pas faire la révolution bourgeoise et que les classes populaires, dirigées par le parti communiste, le faisant à sa place, iraient immédiatement plus loin dans la voie de la construction socialiste. Vers 1950 cette vision stratégique dominait dans le marxisme d'Asie et d'Afrique, même s'il y avait quelques confusions dans son interprétation et même si les positions tactiques prises par Moscou n'étaient pas toujours de nature à lever ces confusions. Le retournement stratégique est venu plus tard lorsque, à partir de la conférence de Bandoung (1955) il est apparu - à tort ou à raison - que la bourgeoisie avait encore un rôle historique à remplir. J'ai proposé dans mon *Itinéraire Intellectuel* une lecture de ce que j'ai appelé « le déploiement et l'érosion du projet de Bandoung (1955-1975) » fondée sur cette question centrale. Je renvoie ici également à mon article « *Cinquante ans après Bandoung* » (Recherches Internationales, N° 73-3, 2004). J'ai appelé l'attention sur le fait que le ralliement au projet national bourgeois n'a jamais ici été accepté véritablement, en dépit du soutien soviétique dont il bénéficiait. C'est le maoïsme ici, et non la théorie de la dépendance, qu'on retrouvait au cœur des débats. En fait lorsque la théorie de la dépendance acquiert une certaine popularité en Asie et en Afrique, à partir de 1975 comme le note Frank d'ailleurs, le projet de Bandoung est déjà à bout de souffle et les défenseurs de la dépendance se recrutent dans l'establishment nationaliste qui tente d'expliquer son échec par la seule intervention extérieure.

Cela étant, en formulant la théorie de la dépendance dans les conditions de l'Amérique latine, A. G. Frank soulevait une question majeure relative à la nature des formations du capitalisme périphérique. A. G. Frank affirmait ici que l'Amérique latine était capitaliste dès l'origine, puisque le mercantilisme de 1500 à 1800 constituait lui même la première phase de l'histoire du capitalisme. Il rejetait donc les thèses populaires qualifiant le système de féodal. Et par là même affirmait que ce qui était à l'ordre du jour c'était une révolution socialiste (anticapitaliste) et non une révolution bourgeoise (anti-féodale). Comme on se situait au milieu des années 60 et que les PC - alignés sur Moscou, qui soutenait le projet national bourgeois de Bandoung - s'étaient de facto rapprochés des thèses bourgeoises du *desarrolismo*, la conclusion de l'école de la dépendance rejoignait la position qui avait toujours été celle du maoïsme en Asie et en Afrique.

Cette position politique décisive commune n'impliquait en aucune manière que le débat sur les formations du capitalisme périphérique ait été clos. Et sur ce point les avis ont continué à diverger. Mais pour le comprendre sans sombrer dans un quelconque fanatisme dogmatique il faut bien admettre que l'histoire réelle de l'expansion mondiale du capitalisme a elle même revêtu des formes variées. En Amérique le mercantilisme a véritablement détruit intégralement l'organisation sociale des Indiens et recomposé la société coloniale en fonction exclusive de sa logique propre. Mais l'expansion capitaliste n'a pas opéré de la même manière en Chine, en Inde, dans l'Empire Ottoman, ni plus tard en Afrique. La subalternisation de formes précapitalistes qui se sont maintenues a été ici réelle. L'expression « mi-féodale, mi-capitaliste », même si elle est discutable par sa simplicité et par la qualification de féodale attribuée à tout ce qui précédait le capitalisme, n'est pas ridicule.

En Asie et en Afrique on posait dans ces termes la question de la transformation - subalternisation des formations précapitalistes intégrées au capitalisme mondial et périphérisées progressivement de ce fait. C'était même là le titre de ma thèse de doctorat (1957).

Par ailleurs la question de la qualification du mercantilisme phase première du capitalisme ? Ou transition au capitalisme ? – est loin de faire l’unanimité. A. G. Frank avait adopté ici la position qui sera celle de Wallerstein et de l’économie-monde, faisant remonter le capitalisme à 1500. J’ai développé ailleurs les arguments qui me rangent dans le camp de ceux qui traitent le mercantilisme comme une transition au capitalisme, qui n’apparaît dans sa forme achevée qu’avec la révolution industrielle et la révolution française.

2. Quoiqu’il en soit maoïstes et dépendantistes tiraient en gros les mêmes conclusions : (i) que la polarisation (vue du côté de la périphérie elle se manifeste par la dépendance) est un fait (personne n’ose le nier) ; (ii) que la polarisation est inhérente au capitalisme (ce point de vue n’est pas celui des idéologies bourgeoises), encore que l’analyse du mécanisme de la polarisation laisse le champ ouvert à des débats féconds ; (iii) que la polarisation inhérente au capitalisme s’amorce à l’époque mercantiliste, se déploie avec la révolution industrielle, prend sa forme contemporaine avec l’impérialisme au sens léniniste, et peut être s’est engagée dans une nouvelle étape de son approfondissement (selon moi) ; (iv) que par conséquent les peuples de la périphérie ne peuvent se libérer de ses effets désastreux qu’en rompant avec la logique de l’intégration au système capitaliste mondial (c’est à dire en déconnectant) et par là même avec la logique sociale du capitalisme tout court (c’est à dire en s’engageant dans une longue transition au socialisme) ; (v) que la déconnexion et la construction progressant vers le socialisme constituent des projets qui ne peuvent se déployer que dans le cadre d’un Etat révolutionnaire.

Bien entendu ces points communs n’excluent pas les nuances et même ce que certains considéreront comme des divergences. J’ai déjà dit que mon effort principal a porté sur le point (ii) ; j’ai ici rapporté la polarisation à la loi de la valeur mondialisée, à distinguer de la loi de la valeur tout court. Sur le point (iii) dépendantistes et théoriciens de l’économie-monde adoptent parfois une position extrême (la polarisation est en place dès 1500) ; je mets l’accent sur les différences qui séparent ici l’Amérique de l’Asie et de l’Afrique et sur les séquences successives de la polarisation. Les deux derniers points (iv et v) ne constituent de préoccupations que pour ceux qui veulent, au delà d’expliquer, changer le monde. Dans l’école de l’économie monde ceux qui restent sur des positions purement académiques se contentent de constater que le déploiement du capitalisme est polarisant. A. G. Frank lui est allé plus loin par la suite, en étendant le phénomène de la polarisation à toutes les phases de l’histoire, depuis 5000 ans, et en gommant par là même la spécificité du capitalisme. J’ai exprimé ailleurs les raisons pour lesquelles cette extrapolation me paraît stérile.

Il est vrai, par contre que les pays dits socialistes (l’URSS, la Chine, Cuba etc...) comme les pays du Tiers Monde que j’appelle du nationalisme bourgeois radical – ou du populisme national - (souvent également s’étant autoproclamés socialistes) ont prétendu gommer les effets de la polarisation dans le cadre de politiques d’Etat nationales. Les uns (les pays de l’Est) ont à la fois déconnecté au sens que j’ai donné au concept et prétendu mettre en place des rapports sociaux socialistes. Les autres (les pays du tiers monde en question) ont proclamé, en rhétorique, les mêmes objectifs ; mais ils n’ont ni véritablement déconnecté, ni bouleversé les rapports sociaux propres au capitalisme.

Les uns et les autres ont échoué. Dans ce sens que les plus ambitieux ont mis en place des rapports sociaux qui n’ont pas prouvé être viables, et que tous ont réintégré le capitalisme mondial, ou sont en voie de le faire. Mais reconnaître l’échec n’est pas l’expliquer. Pour cela

il faut analyser de près les expériences en question. A. G. Frank – voir la bibliographie de ses œuvres – ne s’est jamais intéressé de près à la réalité soviétique.

C’est pourquoi, à mon avis, ce qu’il écrit à ce sujet – au passage – reste le plus souvent unilatéral, voire superficiel et même erroné. Il constate ; par exemple : (i) que les sociétés socialistes ne sont pas restées hors du champ des effets de la conjoncture de l’économie mondiale ; (ii) que de ce fait le socialisme et la déconnexion ont été remis en question ; (iii) que la planification était non démocratique. Mais il n’explique jamais pourquoi il en était ainsi. Il accepte la qualification de socialiste que ces régimes s’étaient donnée. S’ils ont échoué, c’est donc que le socialisme est impossible. Il reprend, sur ce plan, des affirmations rapides, unilatérales, pour le moins qu’on puisse dire discutables. Par exemple que l’agriculture chinoise aurait stagné pendant les vingt années du maoïsme. Hinton, qui connaît mieux la réalité, porte un jugement très différent. Par exemple que le socialisme aurait reproduit la plupart des inégalités propres du capitalisme. Certainement pas. Il prend donc pour argent comptant les explications que le système soviétique donne lui même de son échec. Le fait que Gorbatchev ait fait l’observation (correcte selon A. G. Frank) qu’un développement national était impossible ne prouve pas la justesse de la proposition. Pour ma part je dis en contrepoint que c’est un développement national bourgeois (et c’était là la réalité du projet soviétique) qui est impossible. A. G. Frank accepte donc de qualifier la *perestroïka* de tentative socialiste « radicale ». Pour moi elle ne l’était pas du tout ; elle continuait la critique de droite du stalinisme. Sa critique par la gauche, proposée par le maoïsme, n’est pas perçue par A. G. Frank qui avoue avoir été favorable à la ligne chinoise parce qu’elle « paraissait » plus révolutionnaire. Pour moi elle l’était. Les manifestations du nationalisme qui se sont exprimées par la guerre entre la Chine, le Viet Nam et le Cambodge en 1979 sont donc, pour lui, des faits tristes qui appellent à réévaluer le socialisme. Le socialisme ou la réalité sociale des systèmes en question ?

Certains des jugements que Frank porte sur les expériences du nationalisme radical dans le tiers monde sont tout aussi légers, à mon avis. Par exemple que la déconnexion en Egypte, au Ghana etc... avait conduit à l’impasse. A mon avis ces pays n’ont jamais déconnecté.

La faiblesse des arguments de A. G. Frank provient de ce qu’il n’analyse pas, dans les sociétés en question, les enjeux réels des forces sociales en conflit. J’ai proposé par contre de lire cette histoire comme celle du conflit entre le projet bourgeois des classes dirigeantes (en dépit de la rhétorique socialiste derrière laquelle il se cachait) et les aspirations des classes populaires dont les luttes avaient permis la mise en place des régimes. Ce conflit explique pourquoi la planification étatiste ne pouvait pas être démocratique, puisqu’il lui fallait masquer ses objectifs véritables, pourquoi le nationalisme a été mobilisé à la rescousse du projet, mais aussi pourquoi pendant longtemps ces classes dirigeantes ont été contraintes de faire des concessions à leurs peuples, et de ce fait, contraintes de déconnecter, pourquoi les aspirations capitalistes des classes dirigeantes ont conduit à la révision déchirante des dernières années, que je n’analyse pas en termes de révolution démocratique (comme l’accepte A. G. Frank, avec les medias dominants), ou de contre révolution anti-socialiste (comme le disent les dogmatiques staliniens), mais comme l’accélération de l’évolution naturelle de ce projet bourgeois (comme Mao l’avait prévu trente ans plus tôt).

Parce que ce projet était national bourgeois, il devait conduire là où il a conduit. Ici je me retrouve en consonance avec l’analyse que A. G. Frank propose, à savoir que les « pays » (je dis les classes dominantes dans ces pays) répondent aux défis de la crise (du capitalisme mondial) par une soumission plus grande à la logique du système. Oui, nous avons écrit

d'ailleurs ensemble, A. G. Frank et moi en 1974 que le tiers monde répondrait à la crise par la tentative d'exporter davantage.

A. G. Frank tire donc de ces constats, dont il n'analyse pas sérieusement les causes, la conclusion préconçue qu'il veut en tirer : non seulement que la polarisation est inévitable dans la logique du capitalisme (ce qui est toujours vrai, à mon avis), mais qu'elle est la « loi de l'histoire », transgressant la nature des systèmes capitaliste ou socialiste. A. G. Frank en est même venu à la conclusion que la polarisation caractérisait toute l'histoire de l'humanité depuis 5000 ans. Il fait donc son autocritique en tirant du constat « d'échec » à l'Est et au Sud la conclusion qu'un projet de développement différent, humain, non polarisant, est impossible dans le cadre de stratégies nationales et qu'il faut donc élever le combat au niveau mondial, comme il propose, pour y parvenir, les linéaments d'une stratégie fondée sur l'action des « mouvements sociaux ».

Je ferai sur cette autocritique et les propositions stratégiques alternatives que A. G. Frank en déduit les trois observations rapides qui suivent, sur lesquelles je reviendrai :

(i) Tandis que A. G. Frank considère que les expériences qui ont « échoué » signent l'échec du socialisme dont elles se sont inspirées, je vois dans cet échec celui de projets nationaux bourgeois qui s'étaient donné l'objectif de gommer les effets de la polarisation sans sortir de la perspective capitaliste. Leur échec est réel et même plus grave que les classes dirigeantes qui ont conduit ces pays à travers leurs expériences ne le pensent. Car leur réintégration dans le système capitaliste mondial ne leur évitera pas de subir de plein fouet les effets de la polarisation contre laquelle ils avaient conçu leur projet. De national bourgeois le projet devient celui de bourgeoisie acceptant désormais leur compradorisation. Cet échec donne raison à notre thèse, celle que A. G. Frank défendait et que moi même maintiens à savoir que le capitalisme est polarisant par nature.

(ii) Dans son stade de déploiement nouveau le capitalisme impérialiste creuse encore davantage le fossé « Nord-Sud ». Par les monopoles dont il dispose, le nouveau centre de l'impérialisme collectif de la triade (Etats Unis, Europe, Japon) impose aux industries des pays dits « émergents » (à tort) le statut de productions de sous traitance de fait. Les pays « émergents », loin d'être en voie de « rattrapage » constituent la véritable périphérie de demain. La Chine n'échappe pas à cette perspective, même si le projet politique de sa classe dirigeante est autre.

(iii) Une analyse sérieuse des forces qui ont fait évoluer des projets sociaux à l'origine socialiste dans la direction qui les a conduit à l'impasse et au glissement capitaliste pose effectivement problème. La question que A. G. Frank soulève – un développement (en conflit avec la logique de la polarisation bien entendu) est-il possible dans le cadre d'Etats déconnectant du système capitaliste mondial dominant ? – est réelle. Mais elle n'est pas nouvelle et traverse toute l'histoire du marxisme. Trotsky n'avait-il pas dit en son temps que le « socialisme dans un seul pays » était une utopie et proposé une vision alternative de la révolution mondiale ? Cette révolution n'a jamais paru être à l'ordre du jour. Mao a, par la suite, proposé une stratégie de la transition « dans un seul pays » autre que celle mise en œuvre par Staline et ses successeurs. Cette stratégie ayant échoué, le débat sur la transition du capitalisme mondial au socialisme mondial reste ouvert.

(iv) Dans ce débat A. G. Frank avance la proposition, selon laquelle une stratégie anti-étatiste, s'appuyant sur les « mouvements sociaux » constitue l'alternative. Je reviendrai plus loin sur cette proposition. Mais ne peut-on d'ores et déjà faire observer que si la polarisation caractérise le système mondial depuis 5000 ans, celle-ci doit être pour ainsi dire la conséquence de quelques caractères anthropologiques fondamentaux de l'espèce humaine, transgressant les formes historiques successives. Si pendant 5000 ans le mouvement social

n'est pas parvenu à se libérer de cette loi d'airain de l'histoire, pourquoi soudainement, aujourd'hui, les mouvements sociaux le seraient-ils devenus ?

3. A. G. Frank est donc passé d'un extrême à l'autre. Il avait accepté la thèse que la libération pouvait être obtenue par la déconnexion et la construction socialiste. Il renonce à l'action dans ce cadre, adopte à sa place une position résolument anti-étatiste et mondialiste et s'investit dans les « mouvements sociaux ».

La mode veut qu'on rassemble sous ce vocable si large qu'il n'a guère de signification à mon avis des mouvements de nature et de portées diverses à l'extrême. Dans ce sens le mouvement social n'est en rien une réalité nouvelle. Car comment faudrait-il appeler alors les mouvements religieux et les révoltes paysannes du passé, le mouvement ouvrier du XIXe siècle, le mouvement de libération nationale en Asie et en Afrique modernes etc... Ce qui est nouveau c'est l'éclipse de formes particulières du mouvement social qui occupaient le devant de la scène depuis peut être un siècle à peine – les partis politiques et les syndicats. Mais cette éclipse, liée à la perte de légitimité des projets sociétaux que ces formes d'organisation ont portées – « l'état socialiste », l'Etat indépendant dans le tiers monde – ou plus modestement liée à la crise de la démocratie occidentale, qui donne aux autres formes du mouvement social l'apparence de la liberté, leur permettant de refuser les vieilles disciplines de partis eux mêmes sclérosés, est-elle définitive, ou seulement conjoncturelle ?

Pour ma part, j'avance que les mouvements en question, dans leur forme actuelle, seront amenés soit à évoluer pour se cristalliser en alternative politique au capitalisme contemporain, soit, à défaut, s'épuiseront ou même alimenteront des involutions négatives et destructives. Je renvoie ici à mes deux articles, en cours de publication, « *Pas de démocratie authentique sans progrès social* (2006) et *La défense de l'humanité passe par la radicalisation des luttes sociales* (2006). Je ne partage donc pas l'optimisme – naïf à mon avis – de A. G. Frank à leur égard. Par exemple Frank écrivait, à propos des mouvements religieux (et cite nommément à ce propos l'exemple de l'Islam) qu'ils « refusent les prescriptions du modernisme et promeuvent la variété culturelle ». Je m'inscris en faux contre cette affirmation. Dans les faits les mouvements islamistes fondamentalistes acceptent sans discussion l'insertion de leur société dans l'économie capitaliste mondiale et le sort de la compradorisation qui leur est fait dans ce cadre. Leur rejet du modernisme, exclusivement limité aux aspects politiques et culturels des modèles proposés par « l'Occident », est fondamentalement réactionnaire (et porte entre autre sur le refus de la démocratie) et témoigne plus de la crise des idéologies qui ont été dominantes dans le passé récent et du désarroi que celle-ci a entraîné qu'il ne constitue une alternative viable. Je renvoie ici à l'Annexe I « L'Islam politique au service du déploiement impérialiste » de mon ouvrage récent (*Pour la Cinquième Internationale*, 2006). Il en est de même des mouvements communautaires et ethniques (ou ethnicistes) partis à l'assaut de l'Etat national, plurinational ou pseudo-national, dont j'ai proposé une lecture tout à fait différente de celle de A. G. Frank (Cf. *L'Ethnie à l'assaut des Nations*, 1994). Ces « mouvements sociaux » - et ce sont là les mouvements les plus puissants sur la scène actuelle – me paraissent être parfaitement manipulables – et sont manipulés – par les forces du capital dominant préoccupées, dans le court terme actuel, par la gestion de la crise, non sa solution.

Il est vrai qu'il existe d'autres formes du mouvement social, progressistes par nature, comme les mouvements écologistes ou féministes. Loin de moi l'idée de sous estimer l'importance de leur combat et même, pour ce qui concerne le mouvement féminin, de ne pas reconnaître la place décisive qu'il doit occuper dans tout projet de libération humaine. Mais il est nécessaire de voir que ce mouvement n'est ni nouveau, ni uniforme, ni nécessairement un obstacle à la

poursuite de l'hégémonie de l'économisme marchand et de toutes les aliénations propres au capitalisme. Il ne peut le devenir que s'il s'insère dans une alternative pluridimensionnelle anticapitaliste.

Je suis donc loin de partager la conclusion de A. G. Frank, si rapide qu'elle me paraît erronée, que « les mouvements sociaux organisent des systèmes productifs alternatifs ». Où ? Nulle part, à mon avis ils ne sont parvenus même à amorcer une telle évolution.

En dépit de leurs limites certains mouvements (mais certainement pas tous) sont porteurs de progrès. Leur réalité sur le terrain est néanmoins inégale à l'extrême et sans doute – et même certainement – sont-ils plus avancés en Amérique latine qu'ailleurs, ce qui expliquerait partiellement le jugement de A. G. Frank. La pratique montre cependant les limites étroites de ce qu'ils peuvent réaliser, tant que le pouvoir politique d'Etat leur échappe. On a même vu comment en Europe orientale, après avoir été activement mobilisés pour abattre les régimes dits communistes, ils se sont révélés incapables d'amorcer une alternative au capitalisme sauvage et anti-démocratique qui se fraie la voie. On a vu comment dans de nombreux pays d'Afrique ils ont été manipulés par les Puissances et les querelles de clans au sein de la classe dirigeante. Je tire de ces leçons la conclusion que le discours anti-Etat, dont s'alimente les idéologies à la mode, convient parfaitement – dans la conjoncture présente – aux stratégies de gestion de la crise par le capital dominant. Il reste que l'érosion rapide de l'efficacité de l'Etat au cours des dernières décennies est un fait indiscutable. J'attribue ce fait à l'approfondissement qualitatif de la mondialisation capitaliste, qui a brisé la coïncidence – réelle dans toute l'histoire antérieure du capitalisme – entre l'espace de la reproduction économique et celui de la gestion politique de la société (l'Etat dans ses frontières déterminées). Comment cette contradiction nouvelle trouvera-t-elle sa solution ? J'avance que, dans le cadre du capitalisme, elle ne la trouvera pas, générant un chaos grandissant qui, loin d'être positif pour la libération des peuples, risque d'entraîner des involutions réactionnaires brutales (Cf. *L'Empire du chaos*, 1992). Bien que ce fait nouveau interpelle certainement les stratégies de lutte et rende caduques les perceptions antérieures de la « transition socialiste », je ne crois pas que le mouvement social imposera plus ou moins spontanément, et à l'échelle mondiale, des réponses s'inscrivant dans une réponse humaine au défi. Je renvoie ici à mon analyse des mouvements en question dans « *Pour la Cinquième Internationale*, 2006.

Je ne reproche pas à A. G. Frank l'accent qu'il mettait sur la mondialisation nécessaire de la perspective de libération. Je partage cette préoccupation mais je crois qu'elle n'est pas nouvelle, ou tout au moins ne devrait pas l'être pour des marxistes. Si, en dépit de la vision universaliste du marxisme, la perspective mondiale a été sacrifiée au profit de la construction du socialisme dans les frontières de l'Etat, ce fait doit être expliqué et interpelle effectivement les perceptions concernant la « transition socialiste ». On sait qu'en son temps Trotsky avait dénoncé l'impossible « construction du socialisme dans un seul pays ». Mais la révolution mondiale préconisée en sa place ne venant pas, que pouvait-on faire d'autre en URSS ou en Chine que de tenter de faire avancer la société nationale en conflit avec la logique de l'expansion capitaliste ? A. G. Frank ne s'intéressait pas sérieusement à la discussion de ce problème qui, pour moi, constitue l'axe central du défi.

Je ne reviendrai pas ici sur les réponses que je propose sur ce terrain et sur le cheminement qui m'y a conduit (Cf. *Itinéraire intellectuel*, 1993). La reconnaissance de l'insuffisance de la pensée socialiste – marxisme historique inclus –, qui a sous-estimé la dimension polarisante du capitalisme, impose une vision de la longue transition du capitalisme mondial au socialisme



mondial autre que celle produite par le marxisme historique, de Marx à Lénine et Mao. Elle impose qu'on se libère de l'alternative capitalisme/construction socialiste immédiate pour lui substituer une stratégie de transition beaucoup plus longue, combinant le combat forces capitalistes/aspirations socialistes qui se déploie sur des terrains différents selon la nature des défis et du pouvoir politique d'Etat et le combat au plan mondial. Une vision dialectique de ces rapports contradictoires est nécessaire. Elle me semble étrangère à la méthode unilatérale de A. G. Frank, passé d'une perspective nationale qu'il n'avait pas suffisamment critiquée à une perspective mondialiste exprimée en termes naïfs.

La divergence qui nous sépare - A. G. Frank et moi – ne porte pas sur le « but final », qui nous est commun, mais sur les stratégies susceptibles d'y conduire, et donc les leçons de l'histoire dans ce domaine. A. G. Frank définit ce but final par « les aspirations des peuples, exprimées par le moyen d'une démocratie participative ». En quoi cette définition générale est-elle autre que celle produite par le socialisme ? Alors pourquoi renoncer à l'appeler ainsi ?

Je ne reviendrai pas ici sur ce qui me paraît être le dérapage ultérieur de A. G. Frank, son abandon du concept de capitalisme lui-même, son affirmation que le système monde existe depuis toujours, a toujours été polarisé, que l'hégémonie est passée, dans ce monde un et intégré depuis 5000 ans, de la Chine à l'Inde, au Moyen Orient, puis à l'Europe et enfin à l'Amérique du Nord... Un tel aplatissement de l'histoire m'est apparu stérile. Mais ce dérapage n'est peut être pas un hasard.

Le moment est venu de relire ce que furent l'idéologie et les stratégies du développement mises en œuvre au cours du demi siècle de l'après guerre, tant dans leurs versions bourgeoises que dans celle développées au nom du socialisme et de la libération nationale. Dans cet exercice le plus intéressant me paraît être la relecture critique de ceux qui ont été à l'époque les critiques du développement en question, parmi lesquels A. G. Frank sans aucun doute. J'ai proposé une autre lecture de la critique du développement. Elles divergent. Il y en a d'autres qui nous sont également proposées – en dehors même du champ de réflexion de ceux qui ouvertement ne se sont jamais écartés de la ligne générale dictée par la logique de l'expansion du capital dominant (la Banque Mondiale etc.) – qui se situent elles aussi pour certaines dans le cadre de la pensée socialiste s'inspirant plus ou moins du marxisme (qu'on les appelle néo-marxistes ou autrement), pour d'autres en rupture ouverte avec le marxisme sans pour autant renoncer à s'inscrire dans une perspective humaniste et progressiste. J'ai proposé dans un autre article en cours de publication (*Idéologie et pensée sociale, l'intelligentsia et la crise du « développement »*) une lecture de ce qu'on été les critiques du développement proposées au cours de la période de Bandung, à la lumière du défi de la « nouvelle mondialisation ».